

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 17/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DE CARRIERES DE TERRASSEMENT ET D'AMENAGEMENT**

Le Champ de la Mare  
GUILBERVILLE  
50160 Torigny-Les-Villes

Références : 2025 - 374  
Code AIOT : 0005300058

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement SOCIETE DE CARRIERES DE TERRASSEMENT ET D'AMENAGEMENT implanté LE CHAMP DE LA MARE 50160 TORIGNY-LES-VILLES. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées de la DREAL Normandie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DE CARRIERES DE TERRASSEMENT ET D'AMENAGEMENT

- LE CHAMP DE LA MARE 50160 TORIGNY-LES-VILLES
- Code AIOT : 0005300058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCTA est autorisée, par arrêté préfectoral du 18/10/2004 et par arrêté préfectoral complémentaire du 5/07/21, à exploiter une carrière à ciel ouvert hors d'eau de calcaire située sur la commune de Bellengreville. L'autorisation a été accordée pour une durée de 30 ans, soit jusqu'au 18/10/2034. Le périmètre autorisé de la carrière s'étend sur deux zones (partie nord et partie sud), lesquelles sont séparées par la route départementale 41. L'autorisation porte sur des activités d'exploitation de carrière (rubrique 2510-1 à autorisation) et de broyage, concassage, criblage de produits minéraux (rubrique 2515-1 à enregistrement). Une activité de valorisation de déchets inertes (béton et enrobés bitumineux) est par ailleurs exercée sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Production annuelle	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Plan de phasage	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Registre déchets et remblaiement	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7	Demande d'action corrective	2 mois
6	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	Documents d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Emission de poussières et nuisances sonores	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
9	Accès	Arrêté Préfectoral du 18/10/2004, article 18	Demande d'action corrective	2 mois
10	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 18/10/2004, article 27.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Garanties financières	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 516-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Contrôle visuel des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, il a été constaté que l'exploitation actuelle de la carrière ne respectait pas scrupuleusement les plans de phasage définis par l'arrêté préfectoral complémentaire. Notamment, l'exploitation est en avance d'une année s'agissant de la partie nord. Au vu des constats et à l'approche de la phase 5 (qui doit débuter en 2026), l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un point de situation vis-à-vis de l'exploitation actuelle (partie nord et sud). Si l'avance prise est de nature à modifier la poursuite de l'exploitation, il conviendra d'actualiser le phasage et les garanties financières associées, via le dépôt d'un porter à connaissance.

L'exploitant doit par ailleurs transmettre les justificatifs attestant du renouvellement des garanties financières, au vu de l'échéance au 17/10/2025 de l'acte actuel.

Concernant l'aménagement de sécurité au débouché de la carrière au niveau de la RD 41, l'exploitant transmettra le plan d'actions qui sera établi à la suite de l'échange avec le gestionnaire de la route (Conseil départemental du Calvados).

S'agissant de l'accueil de déchets inertes et non dangereux, le contrôle documentaire a montré que l'organisation de l'exploitant pour s'assurer de la qualité des déchets acceptés sur le site était perfectible. L'exploitant prendra en compte les remarques formulées dans ce cadre, et y répondra dans les délais indiqués.

Enfin, des demandes sont formulées concernant la campagne de mesures des émissions de poussières, la remise en état de clôtures et concernant la déclaration au titre du code minier du piézomètre de plus de 10 m de profondeur.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Production annuelle

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/07/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Production annuelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 28 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé sont remplacées par :</p> <p>« La production annuelle est fixée à 90 000 tonnes en moyenne et à 140 000 tonnes au maximum sous réserve de la réalisation de l'aménagement de sécurité défini à l'article 21.2 du présent arrêté. Dans l'attente, la production annuelle reste fixée à 60 000 tonnes en moyenne et à 90 000 tonnes au maximum.</p> <p>Le volume maximal autorisé de produits à extraire sur les 30 années d'exploitation de la carrière est de 1 000 000 m<sup>3</sup>. Pour la période d'exploitation allant de 2021 à 2034, le volume maximal de produits restant à extraire est de 580 000 m<sup>3</sup>.»</p>

**Constats :**

Les productions annuelles déclarées par l'exploitant lors de la visite sont les suivantes :

- 29 000 tonnes de calcaire pour l'année 2022;
- 54 250 tonnes de calcaire pour l'année 2023;
- 99 888 tonnes de calcaire pour l'année 2024.

Ces données sont cohérentes avec celles déclarées sur l'application GEREP. Pour l'année 2025, à date de la présente visite d'inspection, l'exploitant a déclaré une production de 2 879 tonnes.

Les données démontrent que le tonnage annuel pour l'année 2024 a dépassé les 90 000 tonnes. Pour rappel, la production annuelle fixée à 90 000 tonnes en moyenne et à 140 000 tonnes au maximum est conditionnée à la réalisation d'un aménagement de sécurité des accès à la carrière exploitée par SCTA, cet aménagement (« de type double tourne à gauche ») étant défini à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 05/07/2021. Or, l'inspection a fait le constat, lors de la présente visite, que l'aménagement n'avait pas été réalisé. Il s'agit d'un fait non conforme. Effectivement, en l'absence de cet aménagement, l'APC prévoit que la production annuelle reste fixée à 60 000 tonnes en moyenne et à 90 000 tonnes au maximum.

Pour mémoire, cette prescription, dont l'objectif est de sécuriser les accès à la RD41, a été intégrée à la suite d'un avis du service des routes du Conseil Départemental du Calvados (CD14) en date du 6/04/2021, lequel portait sur le dossier de demande d'enregistrement d'une centrale d'enrobage à chaud par la société TOFFOLUTTI SA, aujourd'hui régulièrement enregistrée et implantée au Sud de la carrière exploitée par SCTA sur des anciennes parcelles ayant fait l'objet d'une cessation (partielle) d'activité. Notons que cette ICPE, indépendante de la carrière, emprunte le même accès à la carrière et qu'une disposition visant l'aménagement de sécurité est intégré à son propre arrêté préfectoral du 05/07/2021.

Face à ce constat, l'exploitant a déclaré en visite :

- que le dépassement des 90 000 tonnes en 2024 a été consécutif à l'acceptation d'un chantier important en décembre 2024 ayant généré une surproduction que l'exploitant n'avait pas anticipé;
- qu'il s'engageait à ne pas dépasser ce tonnage pour 2025 et pour les années à venir en l'absence de réalisation de l'aménagement de sécurité.

Par ailleurs, s'agissant de la création de l'aménagement, l'exploitant a justifié auprès de l'inspection :

- que les modalités techniques de réalisation avaient déjà été définies en accord avec le gestionnaire des routes en mai 2024 (documents à l'appui) ;
- que la route, au niveau des accès, avait été élargie pour permettre la création d'îlots centraux directionnels.

À la suite de la présente visite d'inspection, l'exploitant a justifié qu'un rendez-vous avait été pris le 18/07/25 avec le CD14 dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection prend note des engagements pris par l'exploitant lors de la visite, et de ses échanges passés et à venir avec le gestionnaire de la route.

En l'absence de réalisation de l'aménagement de sécurité de la RD41, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il se doit de respecter strictement les dispositions de son APC, à savoir une production annuelle fixée à 60 000 tonnes en moyenne et à 90 000 tonnes au maximum. L'inspection sera donc attentive à ce point, notamment pour 2025. En cas de non-respect de la disposition, l'inspection se garde la possibilité de proposer à M. le préfet un arrêté de mise en

demeure pour remédier à la situation.
Enfin, l'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de lui indiquer les conclusions de l'échange qu'il aura le 18 juillet 2025 avec le gestionnaire de la RD41. Il est souhaitable qu'un plan d'actions puisse être défini dans ce cadre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Plan de phasage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/07/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan de phasage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé sont remplacées par :</p> <p>« Le phasage d'exploitation de la carrière doit respecter scrupuleusement les plans de phasage d'exploitation annexés au présent arrêté modifié. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, le périmètre autorisé de la carrière s'étend sur deux parties (partie nord et partie sud), lesquelles sont séparées par la RD 41.</p> <p>A date de la présente visite d'inspection, la situation du site doit être la situation décrite dans le plan de phasage de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) correspondant à la phase 4 : situation à T + 5 ans (2021 - 2025).</p> <p>Conformément aux attendus réglementaires, les plans des relevés topographiques de la carrière ont été transmis à la DREAL le 12 mai 2025. Le plan du site Nord est daté du 20/03/2025 et celui du site Sud est daté du 31/03/2025. L'analyse de ces documents ainsi que les constats réalisés en visite permettent de relever les faits décrits ci-après.</p> <p>S'agissant de la partie nord de la carrière (en cours d'extraction), l'exploitation s'effectue actuellement depuis le quart sud ouest (parcelles 43, 44 et 45 - cote minimale à environ 32 mNGF) en progression vers le nord ouest (ouest de la parcelle 46 - cote minimale à environ 32 m NGF). Or d'après les plans de phasage de l'APC, le début de l'exploitation de la parcelle 46 (partie ouest) devait être effectif en phase 5, c'est-à-dire sur la période 2026-2030. L'exploitant a déclaré avoir débuté cette partie en décembre 2024. L'exploitation est donc en avance d'environ une année par rapport au phasage prévisionnel actualisé par l'APC. Notons à ce titre que l'échéance de l'acte de cautionnement pour les garanties financière est fixée à octobre 2025, et que par conséquent, la réévaluation à venir (cf. fiche de constat n°2) couvrira la phase 5.</p> <p>S'agissant de la partie sud de la carrière (section ZL, pour partie parcelles 10 et 11), l'extraction est terminée et la zone est en cours de réaménagement. Le remblaiement de la fosse (effectif au nord) progresse vers le sud. Cette configuration ne correspond pas au plan de la phase 4 qui prévoyait une remontée des fronts conjointement depuis le nord et depuis le sud pour un comblement final sur la partie centrale. Notons que la remise en état définitive de ces parcelles est prévue en phase 5 (2026 - 2030) et notons que les cotes finales de remblaiement ne sont pas</p>

<p>encore atteintes.</p> <p>Aussi, le phasage d'exploitation de la carrière ne respecte pas scrupuleusement les plans de phasage d'exploitation annexés à l'APC.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des constats susvisés, et à l'approche du début de la phase 5 (2026), l'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de transmettre les justificatifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la partie nord: indiquer, à l'appui de tous les éléments d'appréciation nécessaires, si l'avance prise sur l'exploitation est de nature à modifier la poursuite de l'exploitation de la carrière, et à modifier les plans de phasage prescrits des phases 5 (2026-2030) et 6 (2031-2031). Dans l'affirmative, il conviendra d'actualiser le phasage et les garanties financières associées: un dossier de porter à connaissance devra être transmis.</li> <li>- pour la partie sud: faire un point de situation sur les modifications opérées s'agissant de la remise en état de la zone en comparaison avec les dispositions réglementaires définies à l'article 7 de l'APC (cotes de remblaiement, plantations/végétalisation, surfaces de références prises en compte pour le calcul des garanties financières). Si ces modifications sont de nature à modifier les dispositions prévues en phase 5, un porter à connaissance devra être transmis.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/07/2024, article R 516-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>V.- Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de trois ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un acte de cautionnement expirant au 17 octobre 2025. Il est rappelé à l'exploitant que les garanties financières doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance (soit a minima avant le 17 juillet 2025).</p> <p>Éléments à l'appui, l'exploitant a justifié que les démarches étaient en cours en lien avec le cautionneur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 1 mois, l'exploitant transmettra les justificatifs attestant du renouvellement des garanties financières pour la période 2026-2030.</p> <p>A noter que la réévaluation des garanties financières pourra être nécessaire en cas modification des installations (cf. fiche de constat n°2).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Registre déchets et remblaiement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/07/2021, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre déchets et remblaiement

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 31 relatives aux modalités de remise en état de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2004 susvisé sont remplacées par :

« [...]

Les apports extérieurs de matériaux font l'objet d'un suivi avec émission d'un bordereau pour chaque chargement. Le bordereau de suivi indique la provenance, la destination, la nature des matériaux avec attestation de leur caractère inerte, la quantité et l'immatriculation des véhicules de transport utilisés.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Le déversement direct d'un chargement dans l'excavation à remblayer, est interdit. Celui-ci doit s'opérer sur une plate-forme d'accueil pour permettre le contrôle de sa composition. »

**Constats :**

Pour mémoire, des apports extérieurs de matériaux inertes sont accueillis sur le site, soit pour de la valorisation en remblaiement dans le cadre de la remise en état du site, soit pour des opérations de recyclage.

En visite d'inspection, l'exploitant a transmis son registre des déchets entrants, et l'inspection a pu consulter les données pour le mois de juin et de début juillet 2025. Le registre répertorie notamment pour chaque déchet entrant : la date de réception du déchet, sa dénomination usuelle, son code déchet, sa quantité, des informations quant aux transporteurs du déchet, et le numéro de document d'acceptation préalable (DAP) associé. En revanche, il ne comprend pas l'opération de traitement qui sera effectuée. Par ailleurs, le plan topographique de la carrière ne permet pas de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous deux mois, l'inspection demande à l'exploitant d'engager les actions correctives suivantes:

- ajouter à son registre des déchets l'opération de traitement qui sera effectuée (conformité à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31/12/21 fixant le contenu des registres déchets)
- tenir à jour un plan topographique permettant de localisation les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

Il justifiera de la réalisation de ces 2 actions auprès de l'inspection dans le même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 5 : Contrôle visuel des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle visuel des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
<b>Constats :</b>  En visite, l'exploitant a déclaré que tout déchet entrant faisait l'objet d'une vérification visuelle au niveau du pont bascule, ainsi qu'au moment du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets interdits. Cette double vérification est reprise dans la procédure d'acceptation préalable (cf. fiche de constat n°6).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Procédure d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li></ul> Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la procédure qu'il a établie pour définir les critères d'acceptation des déchets sur le site. Pour mémoire, cette procédure doit décrire les dispositions prises par l'exploitant pour s'assurer de l'accueil de déchets inertes et non dangereux.

L'analyse de ce document amène l'inspection à formuler les remarques suivantes :

1/ Dans l'objectif que les opérateurs en charge du contrôle de l'acceptabilité des déchets sur le site puissent détenir une procédure claire et facilement applicable sur le terrain, il conviendrait que soit expressément rappelée en début de procédure :

- la liste complète des déchets admissibles (éventuellement photos à l'appui), de façon à détailler davantage la phrase « seuls les déchets inertes non dangereux triés respectant les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 sont admis dans nos installations de stockage » ;

- la liste complète des déchets interdits visés par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 (éventuellement photos à l'appui), de façon à détailler davantage la phrase « les déchets interdits : les déchets sont identifiés aux articles 2, 3 et 4 de l'arrêté du 12/12/2014 ».

2/ La procédure indique que « certains déchets inertes sont dispensés de caractérisation » et il est cité à ce titre les déchets listés aux « annexes I et II » de l'arrêté susvisé. Or c'est inexact. Il conviendrait plutôt de parler de déchets non visés par l'article 2 (non interdits) et entrant dans les catégories mentionnées dans l'annexe I (et non les annexes I et II). En outre, l'inspection a rappelé en visite que les déchets codifiés 17 05 04 visant les « terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses » de l'annexe I excluait de fait les déchets en provenance de sites contaminés. Il conviendra de l'indiquer.

3/ La procédure indique par ailleurs que les déchets « non dispensés de caractérisation » doivent faire l'objet d'une analyse, par le producteur de déchets, et les résultats d'analyses ne doivent pas dépasser les valeurs limites fixées aux annexes I et II de l'AM. Or citer l'annexe I ici apparaît inexact. Il s'agit de viser les valeurs limites des paramètres définis à l'annexe II. En outre, il a été rappelé à l'exploitant en visite que les paramètres du test de lixiviation prévu par l'annexe II ne permettraient pas de statuer sur l'absence de dangerosité du déchet. Il conviendrait donc d'ajouter a minima une analyse des métaux sur brut notamment en cas de déchets en provenance de sites potentiellement contaminés.

4/ La procédure n'est pas assez explicite sur la méthodologie employée notamment pour s'assurer que les déchets relevant des codes 17 05 04 (et le cas échéant 20 02 02) ne proviennent pas de sites contaminés. La procédure doit pouvoir faire état de la levée de doute effectuée par l'exploitant au préalable, notamment en miroir aux dispositions entreprises dans le cadre de la vérification du document d'acceptation préalable (cf. fiche de constat n°7). Par ailleurs, il conviendra d'ajouter pour chaque origine de chantier ou déchets (exemple : plateforme de transit / site susceptible d'être contaminé / ballast de voie / mélanges bitumineux) le type d'analyses préalables attendues (exemple: analyses de type pack ISDI ; métaux sur brut ; HAP ; amiante ; COHV...), les valeurs seuils associées, et éventuellement la fréquence de contrôle que l'exploitant entend réaliser pour s'assurer du respect des exigences réglementaires.

5/ À propos de la traçabilité des déchets, il conviendrait de développer davantage les actions entreprises par l'exploitant pour garantir la tenue à jour du registre des déchets entrants et le renseignement périodique du registre national des terres excavées et sédiments (désormais repris dans l'application Trackdéchets).

6/ La procédure devrait utilement être datée et son numéro de version indiquée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un objectif d'amélioration continue, l'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de bien vouloir mettre à jour sa procédure pour tenir compte des remarques formulées ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 7 : Documents d'acceptation préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents d'acceptation préalable
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li><li>- l'origine des déchets ;</li><li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li></ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<b>Constats :</b> <p>Préalablement à la réception de déchets sur le site, l'exploitant précise demander au producteur/détenteur du déchet de compléter un document d'acceptation préalable. Il indique que ce document doit être renseigné et signé du producteur/détenteur. Ce document est ensuite vérifié par ses soins avant validation ou refus selon les modalités de la procédure établie sur le site (cf. fiche de constat n°6). Le modèle de DAP utilisé reprend globalement les éléments demandés à l'article 5 (producteur du déchet, demandeur, identification du chantier, origine et identification des déchets), à l'exception du nom et coordonnées du ou des transporteurs.</p> <p>À l'appui du registre des déchets entrants, l'inspection a choisi 2 lots et demandé à consulter les documents d'acceptation préalables associés.</p> <p>Le premier lot (déchets reçus sur le site le 27/06/2025) était en provenance d'un chantier en zone « urbaine » et « péri urbaine » de VRD (voiries et réseaux divers) et terrassement à Biéville-Beuville. Le DAP correspondant est le DAP n°3584. Ce DAP est établi pour une quantité de déchets (code déchet 17 05 04 « terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ») de 2000 tonnes. Dans cette DAP, le producteur s'est engagé sur le fait que le chantier n'était pas connu comme étant contaminé ou potentiellement contaminé, et l'exploitant a présenté sa levée de doute associée. Le DAP apparaît correctement renseigné, il est signé des différentes parties et dispose d'une validité d'un an (janvier 2025 à janvier 2026).</p> <p>Le deuxième lot (déchets reçus sur le site le 30/06/2025) était en provenance d'un chantier à Mouen en zone dite « péri-urbaine ». Il s'agit d'un chantier de VRD, terrassement et démolition. Le DAP correspondant est le DAP n°3604. Il est établi pour une quantité de déchets (code déchet 17 05 04 « terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ») de 4900 tonnes. Si aucun tonnage de déchets d'enrobés n'est indiqué (code déchet 17 03 02) dans le DAP, l'inspection a toutefois noté qu'une réponse « oui » avait été indiquée à la coche « déchets avec présence d'enrobé ». Dans ce cas, le DAP indique expressément que des analyses confirmant l'absence</p>

<p>d'HAP et l'absence d'amiante doivent être transmis au préalable. Or dans le cas présent, ces éléments n'ont pas été transmis au préalable et le DAP a été validé par les différentes parties. Ce point a été reconnu en visite par l'exploitant. Il a suggéré une erreur dans le remplissage du DAP. La validité du DAP n'étant pas échue (date de validité : 13/02/2025 au 12/02/2026), l'exploitant doit engager les investigations nécessaires, en lien avec le producteur du déchet, pour éclaircir ce point et le cas échéant demander les analyses associées.</p> <p>Notons que l'inspection a analysé un autre DAP en visite par sondage (DAP n°3612). Il s'agissait de déchets de terres (200 t) et de mélanges bitumineux (200 t). Pour ce cas, le document disposait bien en annexe d'un diagnostic amiante ainsi qu'une analyse en HAP. Ces analyses ne faisant pas état d'anomalies, le DAP a été validé et signé des différentes parties.</p> <p>Notons enfin que l'exploitant dispose d'un registre listant les refus de DAP. L'inspection a pu consulter une copie d'un DAP refusé en date du 4/07/25. S'agissant de déchets contenant, entre autres, 5 tonnes d'enrobés, l'objet du refus était l'absence d'analyses HAP et amiante annexées au document.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le DAP n°3604 n'étant pas échu (date de validité : 13/02/2025 au 12/02/2026), l'exploitant engagera les investigations nécessaires, en lien avec le producteur du déchet, pour éclaircir ce point. Il tiendra informée l'inspection sous 1 mois des actions engagées à la suite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Emission de poussières et nuisances sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/07/2021, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de poussières et nuisances sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les six mois suivant la mise en œuvre des nouvelles modalités d'exploitation, l'exploitant renouvelle la campagne de contrôles des émissions sonores de la carrières en termes de niveau de bruit et d'émergence et la campagne de mesures des retombées de poussières en périphérie de la carrière. Ces campagnes sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les rapports de mesures sont adressés à l'inspection des installations classées dès réception. Les rapports de mesures doivent statuer sur la conformité des émissions sonores et des niveaux de retombées de poussières en périphérie de la carrières avec les dispositions réglementaires applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En visite, l'exploitant a transmis le dernier rapport d'évaluation des niveaux sonores dans l'environnement daté du 20/03/2024. Les mesures réalisées en limite de propriété sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <p>L'exploitant assure par ailleurs une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières par la méthode de plaquette de dépôt. Pour mémoire, cette surveillance est notamment exigée par les dispositions de l'arrêté du 26/11/2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2515. En visite, l'exploitant a</p>

<p>transmis le dernier rapport de mesure daté de février 2025. L'inspection n'émet pas de remarques particulières sur les résultats associés. En revanche, elle formule les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il apparaît que le réseau est constitué de 4 points « apparentés de catégorie C », soit 4 stations de mesures implantées en limite de site sous les vents dominants. En application de l'article 39 de l'AMPG du 26/11/2012, le réseau devrait comprendre a minima un point supplémentaire permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond »), c'est-à-dire à un lieu non impacté par l'exploitation</li> <li>- en page 10, il conviendra de modifier la réglementation applicable : il ne s'agit pas de l'arrêté relatif à l'enregistrement d'une ICPE relevant de la rubrique 2517, mais de l'arrêté du 26/11/2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 2515.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant justifiera auprès de l'inspection de la prise en compte des 2 remarques susvisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2004, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière doivent être interdits par une clôture solide et efficace. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>L'accès à la carrière est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En visite, il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- partie nord : un trou d'homme dans le grillage situé à proximité du piézomètre ;</li> <li>- partie sud : l'absence de clôture sur quelques mètres entre la parcelle ZL 0008 (carrière) et la parcelle voisine ZL006 ne faisant pas partie du périmètre autorisé de la carrière.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous deux mois, l'exploitant justifiera auprès de l'inspection de la remise en état des clôtures susvisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Cote minimale d'extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2004, article 27.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Cote minimale d'extraction

**Prescription contrôlée :**

[...]

Sur la zone d'extension (parcelles 41 à 46) et pendant 5 ans, l'extraction est limitée au niveau + 27 m NGF. Le pétitionnaire doit fournir à la DRIRE d'ici 5 ans, l'analyse du suivi piézométrique. En fonction des résultats, l'extraction pourra être autorisée jusqu'au niveau +24 m NGF comme dans la précédente autorisation.

**Constats :**

D'après le plan topographique du 20/03/2025, la cote minimale d'extraction fixée à + 27 m NGF sur la partie nord est respectée.

Conformément à son arrêté, l'exploitant réalise un suivi piézométrique de la nappe via une sonde de mesure automatisée de hauteur d'eau (mesure journalière). Les données récupérées entre août 2024 et juin 2025 démontrent que la cote de la nappe est comprise entre 21,98 m et 25,73m (moyenne à 23.87m). Par conséquent, la côte minimale d'extraction doit strictement se limiter au niveau +27 m NGF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu des niveaux piézométriques relevés, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ce suivi. Il est rappelé que le cheminement hydraulique souterrain ne doit pas être altéré pendant l'exploitation. L'exploitant stoppera toute activité en cas de remontée de nappe au niveau de la côte d'extraction et en informera l'inspection sans délai.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de bien vouloir faire apparaître le piézomètre sur le plan topographique lors de la prochaine mise à jour de celui-ci. Enfin, il apparaît que l'ouvrage n'est pas référencé dans la banque du sous-sol (BSS) reprise dans l'application InfoTerre du BRGM. Celui-ci ayant une profondeur supérieure à 10 mètres, l'exploitant doit régulariser cet ouvrage conformément à l'article L 411-1 du code minier. Cette régularisation sera à effectuer sur l'application DUPLOS (Déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains) sous 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois